

# Délais de prescription de l'action en réduction



La décision de la Cour de cassation du 7 février 2024, rendue en chambre civile 1, s'inscrit comme un jalon majeur dans l'évolution du droit successoral français, tout particulièrement en ce qui concerne l'articulation complexe des délais de prescription régissant l'action en réduction des libéralités excédant la part disponible, conformément aux dispositions impératives de l'article 921 du Code civil. (1)

Pour la résolution de vos problèmes relatifs de succession, nos avocats sont disposés à vous aider.  
Téléphonez-nous au : 01 43 37 75 63 ou remplissez le **formulaire** en cliquant sur le lien

Cette décision, par son importance capitale, revêt une portée considérable dans le domaine juridique des successions, où la

protection des droits des héritiers légitimes se trouve au cœur des préoccupations, et ce, souvent soumis à des subtilités temporelles d'une importance cruciale.

L'objet de ce contentieux, marqué par des débats doctrinaux intenses et des divergences d'interprétation au sein des instances judiciaires, réside en la délicate question du point de départ du délai de deux ans pour l'exercice de l'action en réduction. (2) En clarifiant les contours de cette problématique complexe, la Cour de cassation, plus haute autorité judiciaire en France, établit une interprétation précise et irréfutable des règles temporelles régissant ce recours salvateur pour les héritiers légitimes confrontés à des libéralités excédant leurs parts réservataires.

Cette décision historique, émanation de la plus haute juridiction du pays, ne se limite pas à une simple interprétation juridique : elle consacre une jurisprudence établie, offrant aux héritiers légitimes une voie claire et indiscutable pour protéger leurs droits successoraux face à des actes libéraux excessifs. En apportant une réponse ferme et précise à ces questions épineuses, la Cour de cassation renforce la sécurité juridique des héritiers et contribue à la prévention des litiges potentiels découlant de l'application des règles complexe régissant les successions.

Ainsi, cette décision de la Cour de cassation s'impose comme un jalon essentiel dans la protection des réserves héréditaires des héritiers légitimes, en établissant des balises claires et précises pour l'exercice de l'action en réduction. Elle consolide la confiance dans le système successoral français en offrant aux parties concernées un cadre juridique stable et protecteur pour la résolution des questions délicates qui entourent les successions.

# **I. Clarification des délais de prescription de l'action en réduction : une avancée majeure dans le droit des successions**

## **A. Interprétations antérieures des délais de prescription : Un débat doctrinal et jurisprudentiel complexe**

Avant la décision de la Cour de cassation du 7 février 2024, les délais de prescription entourant l'action en réduction des libéralités excessives suscitaient des controverses et des débats soutenus au sein de la doctrine et des instances judiciaires. La principale divergence d'interprétation résidait dans le point de départ du délai de deux ans pour agir. Certains courants doctrinaux et certaines juridictions considéraient que ce délai débutait dès la découverte de l'atteinte à la réserve héréditaire, parfois avant l'expiration des cinq ans suivant le décès. Cette interprétation avait pour conséquence de rendre possible la prescription de l'action en réduction en moins de cinq ans après l'ouverture de la succession. En revanche, une autre lecture soutenait que le délai de deux ans ne commençait qu'après l'expiration des cinq ans suivant le décès, empêchant ainsi que l'action ne se prescrive avant un délai total de cinq ans. Ces divergences d'interprétation ont entraîné des incertitudes et des risques d'injustice pour les héritiers légitimes cherchant à protéger leurs droits successoraux.

### **▪ Conséquences pratiques des Interprétations antérieures :**

– Les divergences d'interprétation des délais de prescription ont eu des répercussions concrètes sur les héritiers légitimes. En cas d'application de la première lecture, permettant d'initier l'action en réduction avant cinq ans

après le décès, les héritiers risquaient de voir leurs droits successoraux amoindris de manière prématurée en raison de libéralités excessives. (3)

– Par contre, l'application de la seconde interprétation garantissait une protection accrue des réserves héréditaires en offrant aux héritiers un délai de cinq ans avant de pouvoir entamer une action en réduction, sauf en cas de découverte tardive de l'atteinte à la réserve. (4)

▪ Enjeux éthiques et Justices :

– Les débats autour des délais de prescription soulèvent des questions éthiques importantes concernant l'équité entre les héritiers et la préservation des parts réservataires. La justice doit s'assurer que chaque héritier reçoive sa part légitime conformément aux dispositions légales.

– L'instauration de délais clairs et cohérents pour l'exercice de l'action en réduction revêt une importance cruciale pour garantir une répartition équitable des biens successoraux et éviter les abus potentiels liés aux libéralités excessives.

▪ Stabilité Juridique et Confiance en la Justice :

– La décision de la Cour de cassation visant à clarifier les délais de prescription a permis d'instaurer une stabilité juridique dans le domaine des successions. Cette clarification renforce la confiance des parties impliquées dans le système successoral français en offrant des repères temporels clairs pour l'exercice des droits successoraux.

– La cohérence et la prévisibilité des délais de prescription contribuent à établir un cadre juridique solide et protecteur, favorisant ainsi le respect des règles successorales et la protection des intérêts des héritiers légitimes. En conclusion, les débats entourant les délais de prescription de l'action en réduction avant la décision de la Cour de cassation mettent en lumière l'importance de la clarté et de

la cohérence des règles successorales pour assurer une juste répartition des biens et protéger les droits des héritiers légitimes.

## **B. Position de la Cour de cassation : Une décision clarificatrice et protectrice des intérêts des héritiers**

Dans son arrêt du 7 février 2024, la Cour de cassation a tranché de manière catégorique en faveur de la seconde interprétation des délais de prescription de l'action en réduction.

Mais, la plus haute juridiction française a rappelé les dispositions de l'article 921 du Code civil, énonçant que l'action en réduction doit être intentée dans les cinq ans suivant le décès ou, à défaut, jusqu'à dix ans après le décès, à condition d'être exercée dans les deux ans consécutifs à la découverte de l'atteinte à la réserve héréditaire. Cette position claire et sans équivoque vise à garantir la protection des réserves héréditaires des héritiers légitimes en instaurant des délais précis et cohérents pour l'exercice de l'action en réduction.

### ▪ Implications pratiques de la Décision :

– La clarification apportée par la Cour de cassation établit des repères temporels précis pour l'exercice de l'action en réduction, offrant ainsi une sécurité juridique accrue aux héritiers légitimes.

– En fixant un délai de cinq ans pour intenter l'action en réduction après le décès, la Cour de cassation renforce la protection des réserves héréditaires en limitant les possibilités de prescription anticipée de cette action.

### ▪ Conséquences pour les Héritiers :

– Les héritiers légitimes bénéficient désormais d'une période

clairement définie pour agir en cas de libéralités excessives, ce qui favorise la préservation de leurs droits successoraux.

– La décision de la Cour de cassation protège les intérêts des héritiers en évitant les risques d'injustice liés à une interprétation floue des délais de prescription.

▪ Impact sur le Droit Successoral :

– La position de la Cour de cassation renforce la cohérence et la stabilité du droit successoral français en clarifiant un aspect crucial des règles successorales.

– En assurant une interprétation uniforme des délais de prescription de l'action en réduction, la décision de la Cour de cassation contribue à garantir l'équité et la prévisibilité dans le règlement des successions.

▪ Préservation des Réserves Héritaires :

– En privilégiant une interprétation protectrice des réserves héréditaires, la Cour de cassation confirme son rôle dans la préservation des droits des héritiers légitimes et dans la lutte contre les abus potentiels découlant de libéralités excessives. En résumé, la décision de la Cour de cassation du 7 février 2024 apporte une clarification essentielle aux délais de prescription de l'action en réduction, renforçant ainsi la protection des réserves héréditaires et assurant une application plus juste et équilibrée des règles successorales en France.

## **II. Impact de la décision de la Cour de cassation : Vers une**

# meilleure protection des réserves héréditaires

## A. Renforcement de la protection des réserves héréditaires : un objectif primordial du droit successoral français

La décision de la Cour de cassation consacre un renforcement significatif de la protection des réserves héréditaires des héritiers légitimes, en garantissant l'intangibilité de leurs parts réservataires face aux libéralités excessives. En clarifiant les délais de prescription de l'action en réduction, cette décision contribue à prévenir les abus et à maintenir l'équilibre successoral, assurant ainsi une distribution équitable des biens successoraux selon les règles du droit des successions. (5)

Pour développer davantage l'impact de la décision de la Cour de cassation du 7 février 2024 sur la protection des réserves héréditaires et les implications profondes pour le droit successoral français, il est nécessaire d'analyser en détail les différentes dimensions de cette décision.

- Consécration de l'équité successorale :

- La décision de la Cour de cassation consolide l'équilibre entre les héritiers légitimes en protégeant leurs parts réservataires face aux libéralités excessives.

- En fixant des délais de prescription précis pour l'action en réduction, la Cour de cassation garantit que les héritiers puissent bénéficier de leur part minimale d'héritage conformément à la loi.

- Prévention des abus et préservation des droits :

- L'objectif de la décision est de prévenir les abus

potentiels résultant de libéralités excessives qui pourraient léser les droits des héritiers légitimes.

– En instaurant des délais clairs pour agir en cas de libéralités dépassant la part disponible, la Cour de cassation assure une protection adéquate des réserves héréditaires.

- Conséquences pratiques pour les héritiers :
- Renforcement de la sécurité juridique :

– Les héritiers bénéficient désormais d'une clarté juridique accrue quant aux délais pour protéger leurs droits successoraux, ce qui réduit les risques d'incertitude et de litiges.

– Cette sécurisation renforce la confiance des héritiers dans le système successoral et facilite la gestion des successions en leur permettant d'agir en toute connaissance de cause.

- Impact sur le droit successoral :
- Consolidation de la cohérence et de la stabilité du système successoral :

– La décision de la Cour de cassation renforce la cohérence et la prévisibilité du droit successoral en clarifiant un aspect essentiel des règles de succession.

– En établissant une interprétation unifiée des délais de prescription, cette décision contribue à assurer une application équitable et harmonieuse des règles successorales en France. En conclusion, la décision de la Cour de cassation du 7 février 2024 marque un tournant important dans la protection des réserves héréditaires des héritiers légitimes, en renforçant la sécurité juridique, en prévenant les abus et en préservant l'équité successorale. Cette décision consolide la confiance dans le système successoral français et garantit une meilleure protection des droits des héritiers face aux libéralités excessives.



## **B. Conséquences pratiques pour les héritiers : Une sécurité accrue dans l'exercice de leurs droits successoraux**

La décision historique rendue par la Cour de cassation le 7 février 2024, qui a éclairci les délais régissant l'action en réduction des libéralités excessives, a des implications pratiques profondes pour les héritiers légitimes. Cette décision a pour effet de renforcer la sécurité et la protection des droits successoraux des héritiers en leur offrant des repères temporels clairs et précis pour agir efficacement face aux libéralités excédant leurs parts réservataires.

L'une des conséquences majeures de cette décision est la certitude temporelle qu'elle apporte aux héritiers. En établissant de manière incontestable le point de départ du délai de deux ans pour engager une action en réduction, la Cour de cassation permet aux héritiers de disposer d'une orientation temporelle fiable pour protéger leurs intérêts. Cette précision temporelle est cruciale car elle offre aux héritiers la possibilité de planifier et d'organiser leurs actions de manière stratégique, évitant ainsi les risques liés à une intervention tardive ou mal planifiée.

Par ailleurs, cette sécurisation des droits successoraux contribue à créer un environnement juridique stable et protecteur pour les héritiers légitimes. En offrant des repères clairs sur les délais à respecter, la décision de la Cour de cassation réduit les incertitudes et les risques de litiges, favorisant ainsi une gestion plus harmonieuse et équitable des successions. Cette clarté renforce la confiance des parties impliquées dans le système successoral français, en offrant un cadre juridique plus prévisible et équitable pour le règlement des questions délicates liées aux libéralités excessives.

Enfin, cette décision historique consolide la protection des réserves héréditaires des héritiers légitimes en établissant des règles claires pour l'exercice de l'action en réduction. En favorisant une approche proactive et informée dans la défense de leurs droits, la Cour de cassation renforce la sécurité juridique des héritiers, réduisant ainsi les risques de litiges et de contentieux futurs. Cette sécurité accrue favorise une gestion plus sereine et équitable de l'héritage familial, contribuant ainsi à une préservation plus efficace du patrimoine familial dans le respect des règles successorales établies.

Sources :

1. Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 7 février 2024, 22-13.665, Publié au bulletin – Légifrance
2. Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 21 octobre 2015, 14-25.524, Inédit – Légifrance
3. Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 3 octobre 2019, 18-19.783, Inédit – Légifrance
4. Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 11 septembre 2013, 12-11.694, Publié au bulletin – Légifrance
5. Article 921 – Code civil – Légifrance